

Le retour des savants illettrés

Jean-Marie Harribey

21 décembre 2014

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2014/12/22/le-retour-des-savants-illettres>

Ce pourrait être une suite aux exercices pratiques concernant la vacuité de la théorie économique néoclassique. L'année se termine par le renforcement de la pression exercée par les illettrés de l'économie pour apporter leur appui au gouvernement Hollande-Vals-Macron-Gattaz, ou bien pour préparer le prochain pas en avant libéral d'un quatuor qui n'a plus grand-chose de social. D'abord, un bon petit bourrage de crâne sur la retraite qui commence à refaire parler d'elle. Et puis, après le fiasco de la conférence de Lima sur le climat, un plaidoyer ô combien émouvant en faveur du marché pour arranger tout ça.

Retraite : le cycle des réformes se raccourcit

Dix ans s'étaient écoulés entre la première réforme des retraites et la deuxième (1993, 2003). Ensuite, il n'avait fallu attendre que sept ans pour la troisième (2010), et trois ans pour la quatrième (2013). Fin 2014-début 2015, on commence à parler de la cinquième, à peine l'encre de la dernière était-elle sèche.¹

Trois savants illettrés de l'économie nous ressortent le truc du « Le pacte intergénérationnel est mort » (*Le Monde*, 19 décembre 2014) : Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes illettrés², Alain Villemeur, ancien responsable d'une centrale nucléaire, qui s'y connaît donc en risque intergénérationnel, et Hélène Xuan, spécialiste du problème du vieillissement démographique qui se résout en travaillant plus longtemps.

Ainsi, « le pacte intergénérationnel d'hier, amendé seulement à la marge sur son financement, est mort sans que personne ne s'en aperçoive ». Ils ont raison : ils ne s'étaient pas rendu compte que, pendant les quarante ans qui viennent de s'écouler, les fondements du salariat avaient craqué sous les coups de boutoir de la finance et des actionnaires, qui avaient engendré chômage de masse et précarité d'un côté et rentes mirifiques de l'autre. Ce fut la bérézina pour les cotisations sociales retraite comme santé. Rien à voir avec la rupture d'un pacte générationnel, mais tout avec une rupture sociale, une guerre de classes « sans que personne ne s'en aperçoive ». Donc, ces bons docteurs illettrés, ignorant les statistiques de l'INSEE, d'Eurostat, de l'OCDE, du FMI et les travaux comme ceux de Thomas Piketty démontrant que les inégalités accrues pénalisent l'activité économique, nous délivrent la potion :

- trois granules d'investissement sur des « actifs risqués », la finance ayant sans doute prouvé qu'elle savait gérer le risque ;
- une pincée de capitalisation, la finance ayant une baguette magique créant de la richesse supplémentaire ;
- une cuillerée de retraite par points, car « elle serait indépendante des aléas de la croissance », donc ne dépendrait plus du travail des actifs... ; comment se fait-il alors

¹ Conseil d'orientation des retraites, « Actualisation des projections », 16 décembre 2014. <http://www.cor-retraites.fr/article444.html>

² Voir l'enquête « Le parfum de la banque en noir » dans J.-M. Harribey, *Les feuilles mortes du capitalisme, Chroniques de fin de cycle*, Le Bord de l'eau, 2013.

que les perspectives des régimes de retraites complémentaires par points de l'Agirc et de l'Arrco soient déclarées « alarmantes » par la Cour des comptes ?³

- une louche de viagers pour « liquéfier le patrimoine », c'est-à-dire gaver les vieux de consommation ;
- les travailleurs auront du « bol » car un contrat de travail unique leur est promis.

Cette amère potion est tout de même sucrée par un effort de formation sans précédent afin de... « reporter progressivement l'âge de départ à la retraite ».

Je n'invente rien. Et pourtant, j'aimerais que ce ne soit qu'un conte de Noël pour amuser les gogos. Mais non, ou bien les illettrés de l'économie réécrivent l'histoire, ou bien ils mentent sur le présent, ou bien ils vaticinent.

Écologie : le marché ne marche pas tout seul

Si je prononçais la phrase : « Pour mesurer les réels progrès opérés en matière de réduction d'émission de CO₂, il faut déterminer le prix du carbone comme nouvelle valeur de l'économie, comme le prix du pétrole », on me traiterait de barjot, et on aurait raison. C'est pourtant ce qu'on trouve dans un article intitulé « Conférence sur le climat : à Lima, il faut aller plus loin ! » (*Le Monde*, 10 décembre 2014). Les auteurs sont au firmament de la « science » économique ou de l'illettrisme, on ne sait : deux experts de la Chaire Économie du climat, Pierre-André Jouvét et Christian de Perthuis, et le directeur et le président de la désormais célèbrissime Toulouse School of Economics, depuis que le second a obtenu la timbale de la Banque de Suède, Christian Gollier et Jean Tirole. Cette phrase est, d'un point de vue logique, idiote : on peut discuter du bien-fondé d'un prix du carbone pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, cela peut avoir du sens, mais croire que les progrès *réalisés* en cette matière seraient mesurés – *a posteriori* donc – par l'introduction d'un prix n'en a strictement aucun.

Heureusement, les auteurs se rattrapent ensuite en remettant la logique sur ses pieds : « Il est donc urgent d'intégrer une nouvelle valeur dans l'économie : le prix du carbone qui doit s'ajouter aux valeurs s'échangeant sur les marchés pour faire payer à chaque émetteur de CO₂ le coût des dommages climatiques associés à ses rejets. »

On est rassuré jusqu'à rencontrer la suite : « L'introduction d'une telle valeur pérenne et universelle garantit un espace efficace et transparent incitant chacun à intégrer dans ses choix leur impact sur le bien-être des générations futures. » L'illettrisme concernant le marché refait surface : le marché ne garantit rien ; il peut être utilisé, mais, d'une part, il ne saura pas fixer la norme à respecter et celle-ci dépendra de la décision politique (qui décidera de la hauteur de la taxe ou de la quantité de quotas à ne pas dépasser), et, d'autre part, un marché – surtout quand il est potentiellement soumis à la spéculation – ne s'équilibre jamais automatiquement. Le pire de l'illettrisme économique est encore à venir : quelle est la valeur du carbone et, au-delà d'elle, quelle est la valeur du climat, de la nature, etc ? Pour savoir ce qu'en pensent nos illettrés, penchons-nous sur cet extrait tiré d'un ouvrage de deux des auteurs (C. De Perthuis et P.-A. Jouvét, *Le capital vert, Une nouvelle perspective de croissance*, O. Jacob, 2013, p. 196) :

« Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2

³ Cour des comptes, « Garantir l'avenir des régimes complémentaires des salariés (Agirc et Arrco) », décembre 2014, <https://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/Garantir-l-avenir-des-retraites-complementaires-des-salaries-Agirc-et-Arrco>

toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau ! »

Réfléchissons à la question suivante⁴ : et si on empêche le berger de respirer qui mourra rapidement, dira-t-on que toute la valeur économique était créée auparavant par l'air ? Un tel raisonnement fétichiste est triplement absurde : 1) il assimile le travail productif de valeur économique à partir d'une ressource naturelle et l'existence de celle-ci ; 2) il impute à un élément physique (minéral, végétal...) ce qui relève de l'acte humain ; 3) il croit possible de rendre commensurables la valeur économique et les valeurs éthiques.⁵

Car, à la fin des fins, ce qui gêne nos illettrés au cœur de la crise du capitalisme où ont explosé les valeurs financières fictives, mettant à nu l'absence de valeurs éthiques chez les fauteurs de crise, c'est que leur « science » de pacotille ne sait pas quoi faire de la morale. Et le dernier récipiendaire du prix de la Banque de Suède se cortorsionne pour défendre sa croyance, objet d'attaques traduisant « une méconnaissance de nombreux travaux d'économistes »⁶. Nous l'ignorions, ces « économistes » s'occupent maintenant de psychologie et de comportements, ne craignant plus d'agencer morale et valeurs monétaires. D'ailleurs, « les droits d'émission négociables inspiraient il y a vingt ans le dégoût, avant qu'une frange de la population comprenne qu'ils promouvaient la cause écologique. Nos sentiments de répulsion sont très peu fiables comme source d'inspiration éthique. Il nous faut mieux comprendre les fondements de la moralité et ceux des craintes vis-à-vis de la marchandisation. La communauté des chercheurs va continuer d'explorer ces champs dans les années à venir. »⁷

On n'est plus seulement dans l'illettrisme. On est dans des définitions normatives qui deviendront des impératifs, dès lors qu'on aura raconté des sornettes sur la possibilité de réduire les enjeux sociaux et écologiques à des incitations monétaires, et ainsi paré sous un habillage éthique l'élargissement de la sphère marchande, avec le sauf-conduit de la « recherche » parallèlement « élargie ».

Fermer les cheminées pour Noël permettrait de faire d'une pierre deux coups : envoyer moins de carbone dans l'air et empêcher les Pères Noël Tirole d'y descendre avec leur hotte remplie de billevesées.

⁴ Je l'ai déjà posée sur ce blog et dans divers textes, notamment « Sur la valeur de la nature, éviter le fétichisme », *Les Possibles*, n° 3, Printemps 2014, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-3-printemps-2014/dossier-l-ecologie-nouvel-enjeu/article/sur-la-valeur-de-la-nature-eviter>

⁵ Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013.

⁶ J. Tirole, « L'éthique face au marché », *Les Échos*, 8 décembre 2014.

⁷ *Ibid.*